



HERMAN VAN ROMPUY

Président du Conseil européen

Votre Excellence, Mesdames et Messieurs, je suis ravi de me joindre à vous ce soir, ici à Monaco. Je dois confesser que c'est ma première visite à la Principauté. Mieux vaut tard que jamais. Mais c'est une bien faible excuse! "Le Rocher" est sans doute le pays le plus cosmopolite au monde (en tout cas, si on rapporte au nombre d'habitants!) – c'est donc un bon endroit pour se retrouver et examiner les événements du monde. Et les derniers mois ont été riches en événements de politique étrangère.

Il y a eu des moments à célébrer et des moments propices à la réflexion. Au Moyen Orient, après des décennies de défiance mutuelle, nous avons vu les premiers signes de dégel en Iran (un développement des plus positifs !), alors qu'en Syrie l'implacable tragédie de la guerre civile continue. Le monde s'est uni pour pleurer la disparition de Nelson Mandela – un spectacle rare d'unité mondiale – alors que les forces de l'Union Africaine et de la France se déployaient en Centrafrique pour tenter de restaurer la paix dans le pays. Plus près de chez nous, les pays de notre Union ont accueilli cet été leur vingt-huitième membre avec l'admission longuement attendue de la Croatie ; alors qu'en Ukraine, sur nos frontières orientales, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue pour demander un rapprochement avec l'Union Européenne. Et des événements continuent de s'y dérouler. Tout ceci vous laisse beaucoup de matière à discuter et à débattre pendant ces trois jours !

Mais au-delà de ces percées, succès et échecs qui surviennent et se développent aux quatre coins du globe, permettez-moi de prendre un peu de recul. Regardons les vingt-cinq dernières années... les changements qui se sont produits sur cette période sont immenses. La fin de la Guerre Froide a enfin levé la menace permanente et terrifiante d'une autre guerre mondiale – qui cette fois-ci aurait été nucléaire. La transition vers un nouvel ordre mondial qui a suivi la Guerre Froide n'a pas été sans douleur bien sûr. Pourtant le résultat final a sans aucun doute bénéficié à l'ensemble de l'humanité.

La démocratie a fleuri ou au moins pris racine dans de nombreux pays autrefois affectés par une guerre civile ou sous le joug de régimes autocratiques, et l'Afrique et l'Amérique Latine n'en sont pas les moindres exemples. La simple idée que les peuples aient leur mot à dire dans leur gouvernance a maintenant atteint un statut universel, et il y a plus de gens vivant en démocratie à l'heure actuelle qu'il n'y en a jamais eus dans l'histoire de l'humanité. Le Printemps Arabe a déclenché une soif de démocratie. Elle ne va plus disparaître. Certains préfèrent la stabilité, mais toutes les démocraties – y compris les nôtres en Europe – sont nées dans la douleur et les troubles.

La mondialisation est également une force beaucoup plus puissante dans nos vies qu'elle ne l'a jamais été. Tout comme la démocratie, le concept des économies de marché est devenu universel. Même en Chine, où j'étais il y a tout juste trois semaines pour mon premier sommet avec les nouveaux dirigeants : le parti communiste chinois a admis le rôle décisif de l'économie de marché lors de sa troisième réunion plénière. Et cette aspiration, cette motivation pour des économies et des sociétés plus ouvertes a à son tour mené à une plus grande prospérité mondiale. Ce ne sont pas des millions de gens qui ont été sortis de la pauvreté ces dernières décennies, mais des centaines de millions.

Lorsqu'on regarde l'actualité, en particulier la position et le rôle de l'Europe dans le monde, ce contexte est extrêmement important. Car ces orientations ont également beaucoup bénéficié à l'Europe. Avec la chute du mur de Berlin, notre union a pu s'étendre – changeant sa matière même, prenant encore plus de sens. Cela a également ouvert de nouvelles voies d'intégration européenne, comme la monnaie commune ; des voies sur lesquelles nous naviguons encore aujourd'hui. N'oublions pas que l'euro est né avec une Allemagne unie dans une Europe plus unie ; sans l'unification allemande, il n'y aurait pas eu d'euro. La monnaie commune est un produit de la fin de la Guerre Froide.

Mais alors que l'Europe changeait, le monde changeait également. Géopolitiquement et géo-économiquement. De nos jours, les économies européennes doivent être performantes au niveau mondial – et la liste de pays à battre dans la performance, l'innovation et la rapidité ne cesse de s'allonger. Compétitivité est devenue le maître-mot, une nouvelle



réalité à laquelle nos sociétés s'adaptent encore. Le revers de la médaille, c'est que nous vivons dans un monde complètement interdépendant. Et la meilleure preuve fut la crise financière dont l'éruption cataclysmique s'est rapidement propagée à la planète entière. Elle nous a conduits au bord du gouffre !

La crise financière s'est étendue à la Zone euro, où elle a mis en lumière les faiblesses de certains états-membres et de l'architecture de l'Union Monétaire et Economique, faiblesses que nous n'aurions pas dû ignorer. A plus d'un titre, la crise a été une piqûre de rappel, douloureuse mais nécessaire, un choc salutaire. Pour la Zone euro, ce fut un exemple de « ce qui ne te tue pas te rend plus fort ». Bien que ce soit les plus vulnérables qui aient été les plus touchés. Il aura fallu quelques années mais nous avons vaincu les menaces qui touchaient l'existence même de l'euro et retrouvé une stabilité financière. Vingt-six de nos vingt-huit membres affichent à nouveau une croissance positive. Et nous travaillons dur pour construire sur cette stabilité, pour renforcer nos économies en profondeur et avant tout, pour soutenir l'activité économique et la création d'emploi. Voilà nos priorités principales.

Avec les fonds d'urgence et les efforts économiques qui ont primé sur toutes les autres priorités politiques ces dernières années, on a entendu des voix, dans le sillage de la crise, parler d'un désengagement de l'Union Européenne dans les affaires mondiales. Vous devez vous attendre à ce que je dise que ce n'est vraiment pas juste – et je vais le dire, car en effet ce n'est VRAIMENT pas juste. Notre engagement en politique étrangère est beaucoup plus fort, et les développements des dernières semaines, de Bangui à Téhéran, en sont la preuve. Mais il y a un autre point sur lequel je souhaiterais insister. D'un point de vue mondial, ce que nous avons de plus important à faire à l'heure actuelle est précisément de faire le ménage chez nous, financièrement, économiquement. C'est valable pour nous (et c'est exactement ce que nous sommes en train de faire), mais c'est également valable pour les *autres* grands pays et régions sur la planète, y compris les économies émergentes. Tout le monde doit adapter son modèle économique. Certains ne sont même pas durables sur le long terme.

Dans un monde où l'interdépendance est telle, personne, nulle part, ne peut se permettre d'avoir une épée de Damoclès économique au dessus de sa tête... Dans ce nouveau monde, l'économie joue un rôle dominant – encore plus grand que celui que la force militaire peut avoir. Les leçons que nous pouvons tirer d'une décennie de présence militaire en Irak ou en Afghanistan, ou du peu de support des peuples pour une intervention armée en Syrie par exemple, semblent confirmer ce point.

En Europe, la plus grosse économie et le plus grand marché au monde, cette insistance grandissante sur l'influence de l'économie dans le jeu de pouvoir mondial ouvre de nouvelles opportunités. En particulier dans un monde que je vois devenir de plus en plus apolaire, plus que bipolaire ou multipolaire comme nous l'avions pensé.

Et je reste convaincu que l'Europe peut jouer un rôle. Il peut parfois sembler en être autrement, mais en tant que force unie, notre Union est une entité grandissante sur la scène internationale. Pas seulement en tant que fournisseur de la moitié de l'assistance au développement dans le monde, qui fait ainsi une différence incalculable dans la vie de millions de gens au quotidien. Mais également parce que sans l'Europe, il n'y aurait pas d'Organisation Mondiale du Commerce (donc pas d'accord à Bali la semaine dernière), pas de Cour de Justice Internationale, pas de lutte mondiale contre le changement climatique, pas de G20. Nous demeurons des multilatéralistes convaincus. L'accord récent de facilitation des échanges de l'OMC nous a confortés dans cette conviction. C'est la raison pour laquelle nous sommes toujours engagés dans la recherche d'un accord international pour régler la lutte contre le changement climatique dans l'optique de la Conférence COP 21 à Paris en 2015. Parmi les autres acteurs majeurs du monde, nous nous sentons plutôt seuls !

L'Union fonctionne grâce à la négociation et aux compromis. Ce sont ses bases mêmes. Elle a donc une vocation naturelle à favoriser les compromis, à encourager la réconciliation. Nous savons ce que signifie tourner la page, oublier le passé. Et je suis ravi que l'Europe ait pu jouer ce rôle de médiation lors des récentes négociations en Iran, et elle continuera de le faire. Bien sûr, la scène où nous devons jouer notre plus grand rôle demeure notre propre voisinage. Commençons par nos affaires domestiques, il y reste beaucoup de choses non réglées dans les Balkans. Ici aussi, l'Union Européenne peut s'attribuer le crédit du rapprochement entre le Kosovo et la Serbie. Ces anciens ennemis sont maintenant et pour la première fois assis autour de la même table, grâce aux efforts sans relâche de notre Haute Représentante Cathy Ashton. Plus que de s'asseoir à la même table, ils arrivent à des accords sur des problèmes importants.

Plus loin, mais toujours très proche, à la fois à l'est et au sud, il y a des espoirs qui ne peuvent pas être trahis. Sur la rive opposée de la Méditerranée et sur ce versant de l'Oural. Là aussi, de « Tahir » à « Taksim » à « EuroMaidan », ce qu'il faut avant tout c'est du dialogue et l'établissement de consensus. Et si l'Europe peut aider à cela de quelque manière que ce soit, nous sommes prêts. Nous suivons évidemment de près les développements en Ukraine, la Haute Représentante Catherine Ashton était à Kiev mardi. Au final, tout ceci ne concerne pas les relations avec Bruxelles ou Moscou. Cela concerne les Ukrainiens, un grand peuple hétérogène, et leur volonté de tracer une ligne directrice commune pour eux et leur pays. La géopolitique est une chose. La démocratie, la modernité et l'indépendance en sont une autre. Selon moi, le futur de l'Ukraine est en Europe. On peut essayer de le stopper, de le ralentir, mais au final on ne pourra pas l'empêcher. La géographie et l'histoire sauront toujours créer et maintenir une relation privilégiée avec la Russie.

L'engagement fondé sur les valeurs de l'Europe, notre adhésion au compromis sont souvent décrits – et parfois moqués – comme le « soft power », la puissance douce. Mais la puissance douce peut aussi avoir de durs impacts. Tout dépend de comment elle est utilisée. Nous avons des pouvoirs doux, mais nous ne sommes pas uniquement une puissance douce. Partout dans le monde, ce que l'Europe tente de faire, c'est de déployer son emprise économique, ses ressources financières, son influence politique en parallèle – pour combiner des réponses à court terme avec des solutions à long terme, pour s'adresser au cœur des problèmes. Avec les pays partenaires, nous essayons de toujours garder cette approche complète et globale, en travaillant en même temps sur la sécurité et la justice, la vie quotidienne et les infrastructures, l'éducation, la santé, les droits fondamentaux et l'autorité de la loi.

Regardez ce que nous faisons au Sahel. Nous sommes fiers que l'Union Européenne et ses États-membres soient les plus gros fournisseurs d'aide humanitaire. Nous avons maintenu notre engagement financier sur le changement climatique. Nous avons établi des conditions spéciales d'échange et de commerce avec les pays moins développés pour « tout sauf les armes ». Et notre activisme économique, dans l'OMC, dans le G8 ou le G20, se fait également sous la bannière de cette « puissance douce ». Les échanges commerciaux sont peut-être la force ultime de façonnage « en douceur » - « *le doux commerce* », comme disait Montesquieu. Ou pour citer Adam Smith : *mieux vaut s'affronter dans le commerce qu'avec des armes*.

Les échanges commerciaux sont un moteur essentiel de toutes nos relations. C'est pourquoi l'accord de libre-échange que nous négocions à l'heure actuelle avec les États-Unis pourrait changer la donne – pas simplement pour la relation transatlantique mais bien au-delà. Car il donnera à l'Europe et aux États-Unis une nouvelle dynamique pour continuer à travailler ensemble à l'établissement des normes et standards d'aujourd'hui et de demain. Mais un commerce plus libre à l'échelle mondiale signifie également plus de garanties et de sécurité : contre l'évasion fiscale, contre l'utilisation abusive des flux de données également – et sur ces fronts aussi l'Union Européenne est en première place, prête à en faire plus.

Pour toutes ces raisons, je reste convaincu qu'il y a une grande part des affaires mondiales où l'engagement de l'Union Européenne fait la différence. Mais afin de continuer à avoir un poids, nos pays doivent travailler dur. Avant tout, nous avons besoin d'une économie solide et compétitive – cela va sans dire. Nous devons nous adapter, défendre notre propre position, nous concentrer davantage sur la compétition mondiale. Anticiper les changements qui vont venir avec une population vieillissante. Nous ne sommes pas les seuls à faire face à ce problème, la Chine, le Japon et la Russie, pour n'en citer que trois, sont également à l'orée d'un bouleversement démographique sans précédent. Mais dans nos propres pays, et avec nos modèles sociaux – dont nous sommes extrêmement fiers – nous savons que nous allons devoir rester actifs et créatifs. L'entrepreneuriat sera d'une importance cruciale.

Dans le même temps, alors que nous investissons dans le poids économique, nous ne pouvons pas continuer à négliger la puissance militaire. La défense conserve son importance, et cela n'est pas prêt de changer. Et là, pour le dire gentiment, l'Europe et ses États-membre disposent d'une bonne marge d'amélioration. Collectivement, nous avons une force militaire plus grande que les États-Unis. Au total, nous avons le deuxième plus gros budget mondial pour la défense. Mais pas avec les mêmes résultats. Dans un monde incertain, où les menaces continuent d'évoluer, et avec des budgets bien plus serrés qu'avant, c'est quelque chose que nous ne pouvons plus nous permettre. Les pays européens ont besoin de faire plus – beaucoup plus – avec moins, et nous devons pouvoir nous acquitter de nos responsabilités. Une plus grande coopération entre les États-membre pour le développement, l'acquisition, le maintien



et la mise en œuvre des moyens militaires apportera une part importante de la réponse. C'est pourquoi j'ai appelé à une discussion en profondeur sur la Défense lors du Conseil Européen de la semaine prochaine.

Mais avant tout, ce que nous autres Européens devons entretenir et nourrir, c'est une unité de la vision et de l'action. Nous faisons des progrès. D'énormes progrès en fait. Même lors des dernières années, les divisions ont diminué. La France est devenue plus transatlantique qu'elle ne l'était traditionnellement, comme en atteste l'épisode syrien. Les positions des États-membre se sont également rapprochées sur les relations avec les partenaires-clés de l'Union. Les relations avec les partenaires de l'Est ne sont plus vues comme concernant la seule Pologne, ni l'intérêt pour le développement du monde arabe comme concernant seulement les pays européens bordant la Méditerranée. On commence vraiment à réaliser que ces problèmes nous concernent tous.

Depuis quatre ans maintenant, nous possédons des structures permanentes pour gérer la politique étrangère de l'Union : un véritable service diplomatique européen, un Haut Représentant pour la politique étrangère, et mon propre rôle comme Président « permanent » du Conseil Européen, représentant l'Union à l'extérieur pour la politique étrangère et la sécurité. Le changement peut être résumé en un mot : la continuité – un énorme gain de cohérence. Et nous ne sommes qu'au début de ce processus. La raison pour laquelle nous persévérons et continuerons de persévérer, c'est que nous savons que la valeur ajoutée de notre poids total est énorme. Cela prend peut-être plus de temps, mais presque à chaque fois, nous réussissons à trouver des positions communes, de nouvelles façons d'adapter nos ressources et de nous partager le travail pour être plus efficaces. Bien sûr, nous pouvons faire mieux. Et nos discussions à 28 se déroulent pour la majeure partie en public, ce qui peut être perturbant pour les observateurs extérieurs. Mais nous avons vraiment fait des progrès substantiels. Tout par ondulation. Rien par choc. Parce que, quand tout est dit, dans un monde de 6 milliards d'hommes et de femmes, on ne peut plus faire le poids avec une population de 50, 60 ou 80 millions. Même avec une économie pesant trois fois plus que notre population. Alors ne perdez pas espoir en la politique étrangère de l'Europe. Sur beaucoup d'aspects, nous n'en sommes qu'à nos débuts.